et le succès qui a couronné cette entreprise indiquent notre désir de jouer pleinement notre rôle au sein de l'Organisation des Nations Unies. Ce rôle nous entraîne dans des discussions et des décisions sur des questions qui auraient autrefois paru bien étrangères à nos intérêts. Même si nous savons, — comme je l'ai déjà dit, — qu'elles ne nous sont étrangères qu'en apparence, le Canada à titre de membre du Conseil de sécurité devra tout de même, d'ici un an et demi, en certaines occasions se déclarer publiquement sur des questions qui, antérieurement n'auraient jamais été portées à l'attention du Gouvernement ou n'auraient été traitées que confidentiellement par la voie diplomatique.

Le rôle que joue, au sein du Conseil de sécurité une puissance intermédiaire est toujours difficile. Une petite puissance, en raison de ses moyens restreints, est dégagée d'une bonne part de la responsabilité que comportent la participation aux décisions et leur exécution. Par contre, les grandes puissances peuvent se protéger au moyen du droit de veto. Toutefois, une "moyenne puissance", comme le Canada, se trouve dans une situation différente. Notre pays qui possède une puissance économique et une influence politique importantes, jouit d'un grand prestige. Comme ces deux récentes guerres, l'ont démontré, le Canada est en mesure de participer notablement à l'action collective, du point de vue tant matériel que moral. En conséquence, le gouvernement canadien doit agir avec prudence, conscient de ses responsabilités, lorsqu'il se prononce sur les questions dont sont saisies les Nations Unies, d'autant plus qu'on prend au sérieux les vues exprimées par le Canada qui s'est acquis la réputation d'exécuter consciencieusement les engagements qu'il a souscrits.

Quelles que soient les circonstances, le Canada, à titre de puissance intermédiaire, est appelé à jouer un rôle important au sein du Conseil de sécurité. La nature spéciale de nos relations avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis ajoute toutefois à la complexité de nos responsabilités, tout en multipliant les occasions que nous avons d'agir sur les événements. Certains s'attendent que le Canada suive la ligne de conduite que lui trace le Royaume-Uni; d'autres, qu'il adopte la politique des Etats-Unis. Le fait que ces deux Etats tombent le plus souvent d'accord sur les questions fondamentales diminue nos difficultés particulières sans les supprimer. Les moins bienveillants des observateurs nous écartent à titre de satellite de ces deux Etats, espérant ainsi diminuer les effets de notre action indépendante. Les plus objectifs sont portés à croire que le Canada peut difficilement adopter une politique tout à fait sienne.

La position du Canada se complique davantage de ce que ses intérêts coïncident souvent avec ceux du Royaume-Uni ou des Etats-Unis, sans qu'il y ait pour cela ingérence ou pression de la part de ces Etats. Nous n'obtenons pas facilement le mérite d'être indépendants et honnêtes dans nos arguments et nos décisions. Nous continuerons néanmoins à prendre des décisions objectives, à la lumière de nos obligations envers notre propre population et de l'intérêt qu'elle entretient à l'égard du bien-être de la collectivité internationale.

Passons à la question de la Palestine.

La Question de Palestine

Je n'ai pas le temps d'en traiter à fond et les honorables députés voudront peut-être étudier le compte rendu plus détaillé des délibérations de l'Assemblée générale, lequel paraîtra dans notre Rapport au Parlement sur les Nations Unies. Je veux, cependant, résumer quelques-unes des considérations principales qui ont influé sur la politique canadienne à l'égard de cette question depuis que les Nations Unies en ont été saisies.

L'Assemblée spéciale pour l'examen de la question palestinienne, tenue il y a un an, a été convoquée, ne l'oublions pas, à la demande du Royaume-Uni dans le dessein de formuler des propositions sur l'administration future de la Palestine.

Cette Assemblée spéciale a institué une commission qui s'est rendue en Palestine, a examiné la situation et fait rapport à l'Assemblée régulière qui s'est réunie en septembre dernier. Quand elle a rédigé son rapport, la Commission ne semble pas avoir eu de raison de supposer que le Royaume-Uni projetait de se retirer de la Palestine dans un avenir immédiat.

Aussi, lorsque l'Assemblée générale a commencé à l'automne d'étudier le rapport de la Commission spéciale, dont les membres avaient en majorité formulé un plan de partage et d'union économique, on s'aperçut qu'un aspect important du plan prévoyait que la puissance mandataire continuerait d'administrer le territoire durant une période transitoire biennale. L'Assemblée était aussi saisie, cependant, d'une déclaration qui modifiait grandement la situation, bien que nous en comprenions tous assurément les motifs, déclaration d'après laquelle le gouvernement du Royaume-Uni terminerait son mandat et se retirerait de la Palestine le plus tôt possible.

Après de longs débats sur ce problème, l'Assemblée générale a préconisé, par une majorité dépassant les deux tiers, l'adoption d'un plan fondé sur la proposition formulée